



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité Départementale du Rouen-Dieppe

Arrêté du **30 NOV 2022** mettant en demeure la société PASTACORP à ROUEN de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du mérite,**

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 1^{er} avril 2019 nommant M. Pierre-André DURAND préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté n° 22-056 du 9 septembre 2022 portant délégation de signature à Madame Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017 réglementant les activités exercées par la société PASTACORP à ROUEN ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées suite à sa visite du 3 août 2022 ;
- Vu les rapports de mesures des émissions sonores effectuées par le BUREAU VERITAS du 31 août au 1^{er} septembre 2021, le 22 mars 2022, et du 29 au 30 septembre 2022 ;

CONSIDÉRANT

que l'inspection des installations classées a reçu, la nuit du 26 au 27 juin 2021, puis les 2 et 19 juillet 2022, le 6 août 2022, les 4, 5 et 6 septembre 2022, et les 11 et 25 octobre 2022, des plaintes de la part de riverains visant l'établissement exploité par la société PASTACORP implanté au 9, boulevard de Croisset 76000 ROUEN ;

que les plaintes ainsi reçues concernaient des nuisances sonores affectant la commodité du voisinage ;

qu'à l'occasion d'un contrôle inopiné effectué le 3 août 2022 au sein de l'établissement exploité par la société PASTACORP sur la commune de ROUEN, l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées, a perçu (sans mesure), en limite de propriété, des émissions sonores continues qui semblaient élevées, provenant d'une extraction d'air dépoussiéré située en hauteur sur la façade Nord (côté boulevard de Croisset) des moulins A et B ;

que l'établissement est autorisé à fonctionner 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24, sous réserve de respecter les niveaux limites de bruit définis à l'article 6.2.1 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017 susvisé ;

que les mesures des émissions sonores effectuées par le BUREAU VERITAS du 29 au 30 septembre 2022, et dont les résultats figurent dans le rapport susvisé, mettent en évidence des non-conformités des niveaux sonores relevés avec :

- un dépassement de 3,5 dB de l'émergence autorisée (cf. article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé) en période diurne en zone à émergence réglementée dans la direction Nord-Ouest au 16, rue Poullain, à CANTELEU, en vis-à-vis du site ;
- un dépassement de 4 dB en période nocturne en limite Nord de propriété (cf. article 6.2.1 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017), en direction des habitations des plaignants ;
- un dépassement de 1 dB en période nocturne en limite Ouest de propriété (cf. article 6.2.1 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017) ;

que les faits mentionnés ci-dessus constituent un manquement aux prescriptions de :

- l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, qui dispose : « *L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. [...]* » ;
- l'article 6.1.1 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017, qui dispose : « *L'installation est construite, équipée et exploitée de façon à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.* » ;

que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société PASTACORP de respecter les dispositions et prescriptions réglementaires applicables ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société PASTACORP, dont le siège social est situé 73, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT, est mise en demeure de respecter sous 2 mois, pour son site implanté 9, boulevard de Croisset 76000 ROUEN, l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et l'article 6.1.1 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017 susvisés. Cette prescription sera réputée respectée sur présentation de résultats de mesures de niveaux sonores en limite de propriété, et en zones à émergence réglementée, conformes aux seuils définis à l'article 6.2.1 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017 et à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

Article 2

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R.414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 4

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de ROUEN pendant une durée minimum d'un mois.

Article 6

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le maire de la commune de ROUEN ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société PASTACORP.

Fait à ROUEN, le

30 NOV 2022

Le préfet.
Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale



Béatrice STEFFAN

